

DECISION DU PRESIDENT N° 010-25

PRISE EN APPLICATION DE L'ARTICLE L. 5211-9
DU CODE GENERAL DES COLLECTIVITES TERRITORIALES

Objet : DESIGNATION DU LAUREAT DU CONCOURS DE MAITRISE D'ŒUVRE RELATIF A LA CONSTRUCTION D'UNE MAISON DE SANTE SUR LA COMMUNE DE SAINT-FULGENT

Le Président de la Communauté de communes du Pays de Saint-Fulgent – Les Essarts,

Vu le Code de la Commande publique,

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales,

Vu la délibération n° 153-24 du Conseil Communautaire de la Communauté de communes du Pays-de-Saint-Fulgent - les-Essarts, en date du 16 mai 2024, approuvant le programme pour la construction d'une maison de santé à Saint-Fulgent et autorisant le lancement du mode de sélection par concours et des différentes procédures de mise en concurrence,

Vu la délibération n° 153-24 du 16 mai 2024, portant désignation des membres du jury pour le concours de maîtrise d'œuvre relatif à la construction d'une maison de santé à Saint-Fulgent,

Vu l'arrêté n° 016-24 du 26 août 2024 désignant les membres du jury à voix délibérative (possédant la qualification professionnelle exigée pour participer au concours) ainsi que les membres du jury à voix consultative (dont la participation présente un intérêt particulier au regard de l'objet du concours),

Vu la décision du Président n°232-24 du 13 septembre 2024, désignant les 3 candidats admis à la phase projet du concours de maîtrise d'œuvre,

Vu le procès-verbal du jury n°2 du 22 janvier 2025,

Considérant que la Communauté de communes s'est engagée dans le projet de construction d'une maison de santé sur la commune de Saint-Fulgent et que le Conseil Communautaire a, en date du 16 mai 2024, approuvé le programme et l'enveloppe financière prévisionnelle des travaux s'élevant à 1 750 000 € HT, décidé de lancer le mode de sélection par concours en vue de l'attribution du marché de maîtrise d'œuvre et donné tous pouvoirs à Monsieur le Président, notamment le choix des candidats admis à présenter un projet.

Considérant qu'un avis de concours a été publié au BOAMP n° 24-78551 du 6 juillet 2024 et au JOUE n° 2024/S 131-405833 du 8 juillet 2024 ainsi que sur le profil d'acheteur www.marches-securises.fr le 8 juillet 2024.

Considérant que suite à la remise des candidatures le 9 août 2024, à l'analyse des candidatures ainsi qu'aux régularisations entreprises, 36 candidatures se sont avérées régulières et ont été présentées au jury de concours qui s'est tenu le 11 septembre 2024.

Considérant qu'après présentation des candidatures et suite aux votes du jury, les 3 équipes suivantes sont les mieux classées au regard des critères de jugement des candidatures annoncés au règlement du concours :

- le groupement composé du cabinet DGA Architectes & Associés (Mandataire, OPC), BARRE (Economiste), AREST (BET Structure), FIB (BET Fluides) et ALHYANGE Acoustique (Acousticien),
- le groupement composé du cabinet GREGOIRE Architectes (Mandataire), du cabinet AADP (Architecte associé, OPC), AFORPAQ (Economiste), AREST (BET Structure), AREA (BET Fluides) et GANTHA (Acousticien),
- le groupement composé du cabinet BLANCHARD TETAUD BLANCHET Architecture (Mandataire), ECB (Economiste, OPC), ATES (BET Structure), AREA (BET Fluides) et GANTHA (Acousticien).

Considérant que les 3 candidats ont été informés du lancement de la phase projet par courrier le 26 septembre 2024 via le profil d'acheteur www.marches-securises.fr, avec une date de limite de remise des projets chez l'huissier le 9 décembre 2024, à 12h00. A l'issue de la phase de questions/réponses, les 3 candidats ont été informés par courrier le 7 novembre 2024 via le profil d'acheteur www.marches-securises.fr.

securises.fr, du report de la date de limite de remise des projets chez l'huissier au 17 décembre 2024, à 12h00.

Considérant que suite à l'analyse des projets, ceux-ci ont été présentés au jury de concours qui s'est tenu le 22 janvier 2025 et ce dernier les a classés comme suit :

- 1^{er} : projet « Fraise » – déposé par le cabinet GREGOIRE Architectes,
- 2^{ème} : projet « Framboise » – déposé par le cabinet DGA Architectes & Associés,
- 3^{ème} : projet « Clémentine » – déposé par le cabinet BLANCHARD TETAUD BLANCHET Architecture.

Considérant qu'il convient, suite au Procès-Verbal dressé par le jury de concours du 22 janvier 2025, de désigner le lauréat du concours restreint de maîtrise d'œuvre et de lancer un marché sans publicité ni mise en concurrence préalables avec ce dernier.

DECIDE

Article 1 : En accord avec l'avis motivé du jury et conformément à l'article R. 2162-19 du Code de la commande publique, le Président valide le classement des projets présentés.

Article 2 : Désigne comme lauréat du concours de maîtrise d'œuvre, le groupement composé du cabinet GREGOIRE Architectes (Mandataire), du cabinet AADP (Architecte associé, OPC), AFORPAQ (Economiste), AREST (BET Structure), AREA (BET Fluides) et GANTHA (Acousticien).

Article 3 : Précise que les 2 candidats non retenus seront informés de cette décision en application de l'article R. 2162-16 du Code de la commande publique.

Article 4 : Confirme le versement d'une prime de 10 000,00 € HT aux 3 participants admis à concourir et à remettre un projet dans le cadre de ce concours, en application de l'article R. 2172-4 du Code de la commande publique et conformément à l'article 18 du chapitre 3 du règlement de concours.

Article 5 : Précise qu'un avis de résultat de concours sera publié dans les conditions prévues aux articles R. 2183-1 à R. 2183-7 du Code de la commande publique.

Article 6 : Décide d'engager un marché sans publicité ni mise en concurrence préalables avec le lauréat du concours, conformément aux dispositions de l'article R. 2122-6 du Code de la commande publique.

Article 7 : La présente décision sera transmise à Monsieur le Préfet de la Vendée au titre du contrôle de légalité.

Article 8 : La présente décision peut faire l'objet d'un recours auprès du tribunal administratif de Nantes dans un délai de deux mois à compter de sa transmission au contrôle de légalité et/ou de sa notification et de sa publication.

Article 9 : Conformément à l'article L.5211-10 du Code Général des Collectivités Territoriales, il sera rendu compte de la présente décision à la prochaine réunion du Conseil communautaire.

Ampliation en sera :

- Affichée conformément à la réglementation en vigueur
- Insérée au recueil des actes administratifs
- Notifiée aux personnes concernées

Fait à Saint-Fulgent, le 27 janvier 2025

Le Président
Jacky DALLEY



La présente décision peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir devant le Tribunal Administratif de Nantes - 6 allée de l'Île Gloriette 44041 NANTES CEDEX - dans un délai de 2 mois à compter de la présente notification.